

Madame la ministre,
Mesdames et Messieurs les présidentes et présidents,
Mesdames et Messieurs les élus

...

Je tiens tout d'abord à vous remercier d'avoir répondu présents ce matin pour notre assemblée générale.

Je sais combien nous avons toutes et tous beaucoup à faire par ces temps troublés.

C'est notamment votre cas, Madame la ministre, chère Jacqueline Gourault, et mes remerciements à votre endroit n'en sont que plus appuyés.

J'irai donc à l'essentiel.

Nous aurions naturellement préféré nous retrouver dans un autre cadre, un grand congrès comme l'AdCF sait les organiser. Ce sera pour l'an prochain, dans la belle métropole de Clermont-Ferrand.

Au moment de prendre mes fonctions, je tiens, bien sûr, à remercier nos adhérents pour leur confiance. C'est une lourde responsabilité, tant pour moi que pour Sébastien Miossec et Virginie Carolo, élus président délégué et première vice-présidente. Mais aussi pour tous les membres du nouveau bureau de l'AdCF.

Nous évoquerons dans un instant nos engagements associatifs et nos attentes.

Mais il me revient avant cela de saluer très chaleureusement, très amicalement, ceux auxquels nous succédons : Jean-Luc Rigaut, Loïc Cauret, Charles-Eric Lemaignan. Ils ont préparé le renouvellement de notre conseil d'administration. Ils nous transmettent aujourd'hui le témoin.

C'est un acte de confiance important et nous leur en savons gré.

Sous leur impulsion, notre association s'est fortifiée.

Avec son millier d'adhérents, répartis dans toute la France, elle représente aujourd'hui 85% de la population française. Elle a changé de dimension.

L'AdCF a engagé sa régionalisation, renforcé ses liens avec le Parlement, élargi ses champs d'expertise, innové dans ses outils.

L'AdCF cherche moins à être bruyante qu'influente.

Comme l'illustre notre conseil d'administration, composé aussi bien de représentants de communautés rurales que d'agglomérations et de métropoles, d'intercommunalités d'outre-mer, de Corse comme d'établissements publics territoriaux du Grand Paris, nous incarnons toute la diversité des territoires de France.

De nouvelles pages vont maintenant s'ouvrir, dans un contexte radicalement nouveau.

Le moment est difficile, inédit, chahuté par l'actualité sombre des attentats, le rebond de la crise sanitaire, les difficultés économiques et sociales.

L'objectif de l'AdCF n'est pas d'ajouter de nouveaux problèmes mais de trouver des solutions.

Nous resterons dans l'esprit de responsabilité qui a toujours été le nôtre, conscients des défis du temps présent.

Sur de nombreux sujets l'intercommunalité est particulièrement attendue. Signe des temps : le chef de l'Etat lui-même en a appelé aux présidents d'intercommunalités dans ses propos de mercredi dernier.

Comme au printemps dernier, notre intention est de contribuer au bon fonctionnement de notre pays et de ses services publics, au maintien de notre cohésion sociale, à la relance économique comme à la transition écologique.

Le reconfinement provoque des questionnements et de la détresse parmi nos concitoyens. Nous devons nous efforcer de répondre à leurs difficultés du quotidien, d'apporter des soutiens matériels et moraux, de les aider à adapter leurs activités pour rebondir.

Nous plaidons, comme d'autres, pour des assouplissements de certaines décisions de fermetures qui peuvent sembler excessives ou peu équitables.

Il reste que la priorité doit être de casser au plus vite les chaînes de contamination.

Le printemps dernier a révélé des initiatives fantastiques et des solidarités inattendues.

Notre pays dispose d'une société civile plus forte qu'on ne le pense.

Le fameux « esprit gaulois », parfois si prompt à ronchonner, peut produire des comportements exemplaires, voire héroïques, en période de gros temps. Ce sont les valeurs de nos infirmières ou de nos sapeurs-pompiers. Ce sont les gestes du gendarme Arnaud Beltrame il y a deux ans comme du professeur Samuel Paty il y a quelques jours.

C'est cet attachement si fort à la liberté qui pousse chacune et chacun d'entre nous à nous dépasser et à donner raison à l'historien britannique Acton qui disait que « *La liberté n'est pas simplement le pouvoir de faire ce que l'on veut, mais le droit de faire ce que l'on doit* ».

Parmi nos autres atouts, nous bénéficions en France d'une véritable culture du service public qui nous vient de très loin. C'est un trésor précieux pour reconstruire.

Je voudrais à cet égard en profiter pour rendre un hommage appuyé à nos équipes administratives et à nos agents qui, sur le terrain, ont accompli au printemps dernier un travail exceptionnel.

J'invite nos partenaires de l'ADGCF, et son Président Pascal FORTOUL, à bien relayer ce message de reconnaissance et d'attention auprès de leurs équipes.

Nous sommes dans un moment où le mot « servir » prend un sens particulier.

Certains rêvent d'un « *monde d'après* » radieux. D'autres craignent le « *retour du monde d'avant en pire* ».

En fait, le monde d'après sera celui que nous déciderons de bâtir ensemble.

C'est pourquoi, il nous faut agir et prendre notre part.

Comme le montre notre dernière étude, de nombreuses communautés et métropoles actualisent leur projet de territoire. C'est essentiel et c'est une bonne chose.

Le projet de territoire est constitutif de l'intercommunalité. Il est le meilleur moyen de mettre un territoire en mouvement, avec toutes ses parties prenantes.

Si le mot « territoires » est devenu aussi usité de nos jours, l'intercommunalité n'y est sans doute pas pour rien. Elle a réorganisé apporté de nouveaux services, accru les solidarités financières, fortifié les expertises, remis en cohérence les politiques publiques.

C'est sur cette France des bassins de vie, dont nous a souvent parlé Jean-Luc Rigault, qu'il faudra rebâtir une authentique politique d'aménagement et de cohésion des territoires.

Madame la ministre, il faudra très vite nous remettre autour de la table. Nous devons soutenir ensemble la nécessité d'une politique d'aménagement du territoire qui ne peut être uniquement faite de pièces détachées.

La crise va redistribuer les cartes. Nous le voyons déjà à travers le désir de campagne et l'attractivité des petites villes ou villes moyennes. C'est fulgurant et durable. Il faut d'ailleurs s'inquiéter des impacts très durs de la crise sur les grands centres urbains qui ne concentrent pas que des richesses, loin s'en faut.

Il faudra ne pas oublier notre politique de la ville qui se cherche et raviver l'esprit du Pacte de Dijon porté par l'AdCf et France urbaine il y a deux ans.

Le temps est également venu de reconnaître les établissements publics territoriaux comme des intercommunalités de plein exercice.

La biodiversité territoriale française, ce sont de nombreuses agglomérations de taille moyenne, des espaces ruraux pour beaucoup très dynamiques, des métropoles de toute taille.

Nous devons raisonner en termes de complémentarité, faire fonctionner nos territoires en symbiose et en harmonie.

L'AdCF portera cette ambition de territoires en réseaux, associant territoires ruraux, agglomérations de taille moyenne et métropoles.

Nos membres incarnent cette diversité. C'est ce qui fait notre force pour porter auprès des pouvoirs publics nationaux, la vision d'un aménagement du territoire harmonieux dans lequel chacun trouve sa place.

C'est l'ambition que porte l'AdCF et qu'elle continuera à porter, au nom de ses membres, dans les prochaines années.

Nous voulons enfin mettre l'accent sur deux enjeux majeurs des mois et des années qui s'ouvrent devant nous : réindustrialiser notre pays d'un côté, accélérer notre transition écologique et énergétique de l'autre. Est-ce incompatible ? Certainement pas.

L'un ne va pas sans l'autre. Il faut relocaliser une bonne partie des productions industrielles et agricoles. La puissance et l'indépendance de notre pays en dépendent.

Nous savons aussi qu'il faut produire mieux, recycler, réemployer, consommer moins d'énergie et des énergies propres.

Tout cela, nous pourrons le faire grâce à l'innovation industrielle, à la recherche et au développement et grâce à l'accompagnement de notre appareil productif dans sa transformation et notamment sa transformation digitale.

500 intercommunalités sont d'ailleurs au travail sur ces sujets dans le cadre du programme Territoires d'industrie; 1500 actions sont en cours de déploiement partout sur le territoire national.

Madame la ministre, Sébastien et Virginie vous ont fait part de nos priorités, de nos engagements et de nos attentes. C'est notre feuille de route pour les prochains mois.

A l'AdCF, nous vous connaissons depuis longtemps, Madame la ministre, et nous travaillons ensemble pour faire avancer la cause des territoires.

Vous travaillez à la préparation de la loi « décentralisation, différenciation, déconcentration » dite « 3D » annoncée par le chef de l'Etat depuis l'an passé. Il y a certainement besoin

d'évolutions législatives sur certains sujets mais, de grâce, vous connaissez notre demande de ne pas voir programmé un nouveau « *big bang* » institutionnel ou un énième « yo-yo » des compétences. Surtout en période de crise.

« 3D » doit être un chantier au long cours, une transformation profonde des manières de travailler entre l'Etat et les collectivités. Mais beaucoup de sujets ne relèvent pas de la loi, ni même du décret. Il faut parfois du bon sens, de l'expérience. Sur certains sujets, une circulaire suffit, à l'image de celle que le Premier ministre vient d'adresser aux préfets au sujet du plan de relance et de son mode d'emploi.

Nous avons besoin d'appuis mutuels entre les services de l'Etat et les collectivités, mais il faut clarifier les périmètres de responsabilité.

Repensons donc la répartition des rôles. Inventons l'Etat subsidiaire de demain, plus efficace et plus agile. Approfondissons nos partenariats. Pour nos concitoyens, la puissance publique doit être une et parler le même langage.

Nous sommes tenus de travailler ensemble à notre efficacité globale.

Madame la ministre, mes Chers Collègues, avec Sébastien Miossec et Virginie Carolo, avec les membres du bureau et avec vous toutes et vous tous, nous savons que la tâche est immense.

Et même si les temps sont difficiles et l'avenir incertain, nous voulons regarder devant !

Nous serons là où nous attendent nos concitoyens, dans la relance, dans l'écoute, dans la prise en compte des enjeux écologiques, dans la nécessaire réindustrialisation de notre pays.

Nous laissons derrière nous ces vieux débats dépassés qui voudraient opposer commune et communauté. Débat qui ont autant de chance d'aboutir que de résoudre enfin le fameux dilemme de l'oeuf et de la poule.

Maire, Président d'Intercommunalité, de Département ou de Région, Députés, Sénateur, Ministres, élus... nous sommes toutes et tous au service de nos habitants, au service de nos concitoyens. Les pieds enracinés dans la réalité et le regard tourné vers l'avenir.

Voilà ce qui doit nous guider et qui guidera tout au long de ce mandat l'action de l'AdCF et de toute son équipe.

Je vous remercie et vive l'AdCF.